



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

GENDARMERIE NATIONALE
UPVA° 83552/00282/2023



Date

**COMCYBERGEND
DO C.3.N.**

LETTRE PLAINTE

Agissant en vertu et pour l'exécution du soit transmis délivré le 12/12/2022 par Madame Pauline FABRE, vice-procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de PARIS (75), section J3.

Vu l'article 706-72-1 du Code de procédure pénale,

Madame, Monsieur,

Entre le 07 et le 08 décembre 2023, la société COAXIS, dont vous êtes client, a été victime d'une cyberattaque par Rançongiciel. Vous avez été victime d'un arrêt de votre système d'information. Une enquête étant actuellement ouverte pour ce type de faits :

- **Accès et maintien frauduleux dans un système de traitement automatisé de données (Natif 1665 – 1666)**
- **Introduction frauduleuse de données dans un système de traitement automatisé de données (Natif 1671)**
- **Modification frauduleuse de données contenues dans un système de traitement automatisé de données (Natif 1675)**
- **Entrave au fonctionnement d'un système de traitement automatisé de données (Natif 1667)**
- **Extorsion en bande organisée (Natif 10822)**
- **Association de malfaiteurs en vue de commettre un crime ou un délit punis de 5 ans au moins (Natif 7168)**

auprès du Tribunal Judiciaire de PARIS (référence 83552/00282/2023), nous vous prions de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

VOTRE IDENTITÉ

Nom et prénom	
Date et lieu de naissance	
Adresse	
Téléphone	
Adresse mail	
Qualité	

PERSONNE MORALE (indiquer la principale – joindre K-bis des autres sociétés)

Forme Juridique		
Raison sociale		
N° SIREN / NIC	SIREN :	NIC :
Secteur d'activité		
Adresse		
Téléphone		

Adresse mail	
--------------	--

RÉSUMÉ DES FAITS

Vous êtes victime d'un arrêt sur vos Machine(s) Virtuelle(s) ou serveur(s) de :		
Application logiciel métier		
Messagerie		
Fichiers / Documents		
Base de données SQL		
Site Web		
Autres (à préciser) :		

PIÈCES-JOINTES ANNEXÉES A LA PLAINTE

Copie de pièce d'identité	<u>Obligatoire</u> ou attestation perte ou renouvellement	
K-Bis de la ou les sociétés	<u>Obligatoire</u>	
Lettre comportant des précisions		
Contrat COAXIS		

ATTEINTE AU SYSTÈME D'INFORMATION :

Possédez-vous des données sensibles ?		
<i>Opinions politiques</i>		
<i>Opinions politiques</i>		
<i>Opinions philosophiques ou religieuses</i>		
<i>Appartenance syndicale</i>		
<i>Orientation sexuelle</i>		
<i>Données de santé</i>		
<i>Données biométriques</i>		
<i>Données génétiques</i>		

Pouvez-vous estimer le niveau de gravité ?		
<i>Négligeable</i>		
<i>Limité</i>		
<i>Important</i>		
<i>Maximal</i>		
Avez-vous subi un arrêt de votre production ?		
<i>Total</i>		
<i>Partiel</i>		
<i>Aucun</i>		
Pouvez-vous évaluer le préjudice subi par cette cyberattaque en chiffre d'affaire quotidien ?		
<i>Préciser le montant en euros :</i>		

La société COAXIS vous a t'elle prévenue de l'incident de vos données ?		
A quelle date ? :		

DÉPÔT DE PLAINTÉ :

Avez-vous déposé plainte auprès d'un service de Police ou de Gendarmerie ?	

Si oui précisez :

J'ai déposé plainte le, au commissariat / à la gendarmerie de la commune desous le numéro

Si vous n'avez pas encore déposé plainte, souhaitez-vous déposer plainte? (indiquez votre choix en cochant la case correspondante).

- ☐ **Je ne souhaite pas déposer plainte, car j'estime ne pas avoir été victime d'une infraction et/ou avoir subi de préjudice.**
- ☐ **Je dépose plainte contre X pour les faits dont j'ai été victime**
- ☐ **Je ne souhaite pas déposer plainte dans l'immédiat, mais je me réserve le droit de le faire ultérieurement.**

Avez-vous d'autres éléments à nous communiquer ? Voulez vous apporter une précision ou une observation ? (Vous pouvez aussi le faire sur papier libre)

RÉPONSE

.....

.....

.....

.....

.....

Je reconnais conserver copie de cette lettre plainte.

Information à l'intéressé :

- que le délégué à la protection des données du ministère de l'intérieur sis Place Beauvau, 75008 Paris Cedex contrôle ce traitement.

- que pour exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation, elle doit adresser directement auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale sise au 4 rue Claude Bernard, 92130 Issy-les-Moulineaux.

- qu'elle peut également adresser une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) sise au 3 place de Fontenoy, TSA 80715 75334 PARIS Cedex 7

Cette lettre prendra rang parmi les autres pièces de la procédure.

A (lieu)

Le (date)

VOTRE SIGNATURE